

Qu'on cesse de nous représenter ces messieurs, les armateurs, comme de si grands patriotes! Ils ne soupirent qu'après le jour où ils auront l'occasion de construire un navire au Canada.

J'ai sous la main un entrefilet que je tiens à lire—et je pourrais en citer une demi-douzaine du même genre qui ont paru dans les journaux ce printemps:

Six bateaux d'une flotte de dix qui ont été construits dans des chantiers anglais pour la Eastern Steamship Co., Limited, récemment organisée, sont attendus à Montréal et seront bientôt mis en service pour le transport du grain sur la route de Buffalo à Montréal. On calcule que les quatre autres partiront de l'autre côté d'ici à dix jours.

Puis, sont mentionnées les personnes intéressées dans cette entreprise.

Quiconque est tant soit peu au courant des affaires de la navigation sait que, depuis la guerre plusieurs bateaux semblables ont été amenés au Canada probablement de trente à quarante, sinon plus. Ces patriotes et ces philanthropes, soucieux du bien-être du pauvre ouvrier qui travaille dans les chantiers maritimes, ont refusé de les construire au pays parce qu'ils pouvaient s'adresser au gouvernement anglais ou au gouvernement français, acheter ce bataclan et l'amener ici. Aux États-Unis, on place ces bateaux dans les eaux de l'intérieur depuis Buffalo jusqu'à la mer.

J'appuierai le présent bill. J'ai parcouru d'un bout à l'autre le rapport de la commission. Les journaux de ce pays ont proclamé hautement qu'on devrait citer en cour d'assises les compagnies qui ont comploté afin de filouter le public. Elles ont purement et simplement conspiré. Or, le gouvernement pourrait rendre à jamais inutile le recours à la présente loi. Il peut encore tous les jours, par un simple geste de la main, en rendre l'application oiseuse, car il possède vingt navires qu'il pourrait faire naviguer sur les Grands lacs afin de procurer au cultivateur des tarifs honnêtes, au lieu de permettre à ces compagnies de réaliser des bénéfices de 100 p. 100, et de mettre au jeu la vie des matelots tous les automnes, comme le *Globe* le déclare. Tout dernièrement, des femmes réunies en convention à Toronto, ont adopté une résolution priant le gouvernement d'établir un règlement concernant la sécurité qu'offraient les bateaux et leur exploitation à l'automne, ainsi qu'au printemps.

Le gouvernement se montrera-t-il à la hauteur des circonstances et, au lieu de vendre ces vingt et quelques navires, permettra-t-il qu'ils servent le commerce du pays sur les Grands lacs? Pourquoi ne leur donne-t-il pas une chance de faire des affaires, plutôt que de les louer à des amis politiques? Je tiens

L'hon. M. BENNETT.

à dire à l'honorable représentant du ministère, ainsi qu'au Sénat, que le gouvernement a loué quelques-uns de ces navires à un prix si bas qu'il ne peut pas supporter l'idée d'en faire part à la Chambre. Si ce prix était généralement connu, le gouvernement serait un objet de risée.

L'honorable M. DANDURAND: Mon honorable ami me permet-il de lui couper la parole?

L'honorable M. BENNETT: Oui.

L'honorable M. DANDURAND: Le gouvernement n'a pas loué ces navires.

L'honorable M. BENNETT: Juste ciel! Entendons-nous de nouveau la vieille rengaine,—que le gouvernement est complètement sous la dépendance de l'administration des chemins de fer nationaux et qu'il a pieds et poings liés?

L'honorable M. DANDURAND: C'est la ligne de conduite qu'il entend suivre.

L'honorable M. BENNETT: Fort bien. Si l'administration des chemins de fer nationaux vendait ces navires un dollar chacun, le gouvernement assisterait impassible à la vente, n'est-ce pas? S'il lui prend fantaisie d'offrir aux États-Unis la plus grosse locomotive pour une chanson, le gouvernement en sera témoin et dira: "Cela ne me regarde point; je suis comme de la cire molle entre les mains de l'administration des chemins de fer nationaux." Le public ne comprend pas et ne saurait comprendre cette conduite. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent.

L'honorable M. McMEANS: Que dire de l'achat de l'hôtel à Paris?

L'honorable M. BENNETT: Ainsi que mon honorable ami le laisse entendre, le gouvernement est impuissant, lors même qu'il avance un million ou deux, quelque soit la somme, pour cet hôtel à Paris.

Je supplie l'honorable leader ministériel d'aller trouver ses collègues et d'insister auprès d'eux afin qu'ils ne vendent pas un seul de ces navires. Chacun sait que leur vente ne rapporterait qu'une somme dérisoire. Il n'y en a pas un seul qui n'ait coûté de trois ou quatre cent mille dollars et, aux prix d'aujourd'hui, nous n'en obtiendrions pas plus de trente à quarante mille dollars, si toutefois nous en obtenions cette somme.

Au demeurant, que l'honorable représentant du ministère souffre que je lui apprenne ce que font les chemins de fer nationaux, afin qu'il sache avec quelle désinvolture ils agissent. Il y a maintenant à l'ancre des navires qu'ils n'utilisent pas et, d'autre part, ils louent des